



**Agir ensemble en faveur de la démocratie,
du progrès social, de la solidarité,
de la protection de l'environnement et du vivant**



**place
publique**



Nous voulons une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, plus démocratique, vivant en harmonie avec la planète. Une société débarrassée de toutes les formes de racisme et de discriminations et qui consacre l'égalité des femmes avec les hommes au travail comme dans la vie.

Le mouvement social contre la réforme des retraites a remis sur le devant de la scène la question du travail et du partage des richesses. Les attaques sur le droit à la retraite relèvent d'une idéologie basée sur l'accaparement des fruits du travail par le Capital, dont témoignent également les 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires.

Le patronat est déterminé à mettre en œuvre son programme de « refondation sociale » avec une brutalité assumée. Les gouvernements successifs ont mis cela en œuvre via la Loi Travail, les attaques répétées contre les retraites et la Sécurité Sociale, contre l'indemnisation du chômage, le chantage au RSA. C'est le même programme qui sous-tend l'offensive continue contre les services publics, permettant à la fois de privatiser leurs missions et de drainer des milliards d'argent public vers les actionnaires sous formes de cadeaux fiscaux et d'aides inconditionnelles aux entreprises. C'est le même programme qui défend la construction de grands projets inutiles, refuse la création d'une fiscalité socialement et écologiquement juste, et la mise en place d'un grand plan d'investissement pour la bifurcation écologique.

La crise sociale ouverte par la contre-réforme des retraites s'est doublée d'une crise démocratique et institutionnelle sur fond de crise climatique qui s'accélère. En effet, on a pu voir ces derniers mois l'accentuation de la brutalité du pouvoir, avec le passage en force à l'Assemblée Nationale, les obstructions, le mensonge permanent. De plus, les discours et la politique du Président et de sa minorité parlementaire sont un marchepied à une extrême droite qui ne cesse de se renforcer. Sous des dehors plus policés, son idéologie n'a pas changé et son programme reste anti-social, ce dont témoignent ses votes à l'Assemblée contre l'augmentation du SMIC, pour l'augmentation des loyers et l'application de lois visant à criminaliser les mal-logés. Elle fait le jeu des classes dominantes et du patriarcat et continue d'user de violence contre les étranger.es, réfugié.es, exilé.es ainsi que les militant.es du mouvement social et les élu.es. C'est un danger mortel.

Construire et populariser une alternative politique de rupture écologique et sociale est une nécessité urgente à laquelle les forces de progrès doivent s'atteler en unissant leurs efforts. C'est pourquoi, nous, organisations syndicales et politiques de la Haute Garonne, entendons joindre nos efforts pour affronter les batailles à venir pour la défense des conquits sociaux et des services publics, pour la

bifurcation écologique de nos modes de production, de vie et de consommation, et pour la démocratie dans toutes ses dimensions.

Face à la crise et au danger sans précédent que représentent l'extrême droite et la droite qu'elle entraîne avec elle, la réaffirmation dans l'unité syndicale de la lutte des classes et des revendications des travailleur.ses participe de la construction de la nécessaire alternative politique.

Cette alternative passe également par l'unité de toutes les forces politiques de gauche et écologistes qui ont la responsabilité historique d'offrir une perspective de rupture avec les politiques passées, et un nouvel espoir de jours heureux.

Nous appelons aussi à renforcer les organisations syndicales, les partis politiques et les associations, afin de s'organiser, échanger, construire ensemble plus nombreux.ses.

Cette démarche commune de nos organisations se construit dans la durée par des initiatives à l'image du meeting retraites que nous avons organisé le 7 février 2023. A la rentrée de septembre nous nous retrouverons pour une journée de débats sur les orientations présentées ici dans la perspective des mobilisations à venir.

Nos objectifs et combats communs

Nous, organisations syndicales et politiques de la Haute Garonne, entendons joindre nos efforts pour affronter les batailles à venir pour la défense des conquits sociaux et des services publics, pour la bifurcation écologique de nos modes de production, de vie et de consommation, et pour la démocratie dans toutes ses dimensions. Cela passe par une série de mesures d'urgence que nous nous engageons à défendre ensemble à chaque fois que possible :

1. Urgence sociale : Nous subissons toujours des salaires trop bas, des inégalités salariales, avec une perte de pouvoir d'achat, des tassements de grilles professionnelles tant pour le privé que le public, une paupérisation du salariat en particulier des femmes. Pour répondre à cet enjeu, nous portons en alternatives :

- ✓ L'abrogation de la loi Macron/Dussopt sur les retraites, avec un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans, avec des départs anticipés pour celles et ceux qui exercent des métiers pénibles
- ✓ L'augmentation des traitements et des salaires :
 - Une revalorisation du SMIC permettant de vivre dignement et la mise en place de l'échelle mobile des salaires
 - Une revalorisation générale des salaires et des pensions avec des mesures particulières pour les bas salaires
 - L'indexation sur les prix de la valeur du point d'indice et des salaires au-delà du SMIC, ainsi que des allocations sociales
- ✓ L'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- ✓ Une allocation d'autonomie pour les jeunes en études et démarrant la vie active
- ✓ Le renforcement de la protection sociale pour aller vers le 100% sécu
- ✓ La réduction du temps de travail à 32h
- ✓ L'encadrement des loyers
- ✓ Contre le projet de loi Darmanin, la régularisation des travailleur.ses sans papiers et ne pas conditionner les titres de séjour aux seuls besoins du patronat

2. Urgence écologique : la crise sociale se lie avec la crise écologique, laquelle impose d'autres orientations pour assurer la bifurcation.

✓ La question de l'eau, sa gestion publique, son utilisation doit être posée dans un cadre associant les citoyen.nes pour la préserver tout en assurant les besoins vitaux, loin des projets de privatisation de ce bien commun pour servir des intérêts productivistes

✓ Les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales doivent sortir des logiques néolibérales de rechercher toujours plus de profits au détriment des usager.es et du climat. Elles doivent être

maintenues et/ou réintroduites dans le cadre du service public. Il faut investir dans les infrastructures du transport et du fret ferroviaire, interdire l'implantation de zones logistiques si celles-ci ne sont pas embranchées au réseau ferré, et abandonner les projets écocides, investir et développer les transports du quotidien, tels que tram, bus, RER, voies cyclables sécurisées... Nous appelons à un grand débat public sous forme d'Etats Généraux des transports publics en Haute Garonne et sur l'aire urbaine de Toulouse.

✓ Plus largement, il y a besoin d'une complémentarité et d'une cohérence entre le respect et la protection de l'environnement et la réponse aux besoins fondamentaux des citoyen.nes. A titre d'exemple on peut citer la grave crise du logement. En Haute-Garonne, elle touche l'aire métropolitaine de Toulouse mais également le rural sur l'ensemble du département. Le logement est un droit reconnu comme un objectif à valeur constitutionnelle. Il y a besoin de la reconstruction d'un grand service public national et local pour le droit effectif à un logement décent et à haute qualité environnementale pour toutes et tous.

3. Urgence pour les services publics : il est nécessaire de construire les alternatives aux politiques actuelles de privatisation et destruction systématique des services publics. Cela passe par leur maintien et leur développement sur l'ensemble du territoire, par la sortie du dogme du « tout concurrence », par la fin de l'austérité, par le débat sur les moyens de financements étendus. Nous exigeons :

- ✓ La fin de la précarité dans les services publics et dans la Fonction publique qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, et des garanties statutaires pour les personnels.
- ✓ Une présence des personnels suffisant dans les services publics, ce qui passe par le recrutement massif de personnels et la revalorisation des métiers, particulièrement les métiers très féminisés de la santé, du social et de l'éducation. Par exemple, au CHU de Toulouse, c'est 1500 postes qu'il faut créer tout de suite pour maintenir le service public de santé.
- ✓ Une fiscalité plus juste et progressive qui fait contribuer d'abord sur le Capital

4. Urgence démocratique : Enfin, tout cela doit passer par l'intervention des salarié-es et citoyen.nes directement sur les réflexions, analyses et prises de décisions.

✓ Sur les lieux de travail, il est indispensable de revoir les ordonnances travail et la loi de transformation publique. Il est nécessaire de remettre en place les CHSCT, donner un pouvoir d'opposition sur l'organisation du travail, sur les décisions stratégiques et économiques et les conséquences sociales. La bifurcation écologique n'est possible que si les salarié.es sont pleinement acteurs et actrices de la réorientation du système de production.

✓ Le retour à la gestion de la sécurité sociale par les salarié.es eux-mêmes et le retour des élections aux organismes de gestion des caisses.

✓ L'arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux à laquelle on assiste à travers les interdictions de manifester, l'usage assumé de la violence pour réprimer les manifestations, les arrestations arbitraires voire préventives, les condamnations infondées, la surveillance, le fichage, etc.. Plus globalement il faut une refondation de la politique de sécurité des citoyen.es notamment en rétablissant une police républicaine, gardienne de la paix et sous contrôle démocratique. Sur les lieux de travail il faut en finir avec la répression de l'action syndicale qui passe par des licenciements, des mutations arbitraires, des remises en cause de la mise à disposition de locaux syndicaux pour avoir exercé la liberté syndicale de s'exprimer à travers ses mandats etc. etc.

✓ Avec des scrutins marqués par une forte abstention et des votes par défaut « pour faire barrage à l'extrême droite », le président et sa minorité parlementaire sortis des urnes ne peuvent se targuer d'aucune légitimité pour gouverner contre la majorité de la population. Les institutions de la Vème République leur en donnent néanmoins les moyens, preuve de son caractère profondément anti-démocratique. Il est nécessaire aujourd'hui de changer ce cadre constitutionnel. Il n'est pas possible de considérer que les élections présidentielles et législatives donnent un chèque en blanc pour toute une mandature. Nous devons conquérir des mécanismes démocratiques qui donnent à chacun et chacune la capacité de discuter et de décider à chaque échelon de la vie politique et sociale dans ce pays.

Toulouse, le 28 juin 2023